

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 84 | 24-30 janvier 2022

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 79 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

25 janvier : L'éminent député et défenseur des droits humains Ömer Faruk Gergerlioğlu a [appelé](#) à la libération immédiate de Yusuf Bekmezci, un homme d'affaires de 82 ans emprisonné pour ses liens avec le mouvement Gülen. Un tribunal d'Izmir avait refusé la libération de Bekmezci malgré un rapport de médecine légale qui l'avait jugé inapte à rester en prison.

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

28 janvier : Un véhicule blindé de la police à Şırnak a percuté et [tué](#) Abdulgaffar Dayan, un Kurde de 23 ans.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#), un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

25 janvier : La police d'Antalya a [arrêté](#) le dirigeant du syndicat local İlhan Karakurt en raison d'un discours qu'il a prononcé lors d'une manifestation appelant à une éducation laïque.

25 janvier : Les autorités [suspendent](#) les prêts mensuels des étudiants qui ont participé à des manifestations nationales contre la pénurie de logements étudiants.

27 janvier : Les autorités [lancent](#) une enquête sur 33 personnes qui ont été brièvement détenues par la police à Izmir alors qu'elles protestaient contre le coût de la vie inabordable pour les étudiants universitaires.

28 janvier : La police d'Istanbul a [arrêté](#) sans mandat de dépôt trois femmes qui auraient participé à une manifestation pour les droits des femmes en novembre 2021.

28 janvier : Le bureau du gouverneur de Batman [refuse](#) d'autoriser l'ouverture d'un stand pour réclamer la reconnaissance officielle de la langue kurde.

28 janvier : Le bureau du gouverneur de Van a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

29 janvier : La police d'Ankara a brièvement [détenu](#) trois personnes qui manifestaient devant le ministère de la Justice.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

24 janvier : Un tribunal a [condamné](#) l'homme politique kurde Selahattin Demirtaş à 11 mois et 20 jours de prison pour avoir insulté un ancien Premier ministre.

24 janvier : Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK), l'organisme de surveillance de la radiodiffusion en Turquie, a [imposé](#) une interdiction temporaire de diffusion sur TELE1 TV à la suite des propos du journaliste Sedef Kabaş qui a ensuite été détenu et arrêté pour avoir insulté le président.

24 janvier : Tout au long de la semaine, des tribunaux et d'autres autorités ont [bloqué](#) l'accès à au moins huit sites Web utilisés par des agences de presse, des journaux ou des plateformes pro-kurdes ou de gauche pour publier des informations.

24 janvier : Un rapport publié par un député de l'opposition a [révélé](#) que des journalistes en Turquie avaient comparu devant un tribunal en 2021, les tribunaux ayant prononcé un total de 80 ans de prison pour 36 d'entre eux.

25 janvier : Un procureur d'Istanbul [incolpe](#) le journaliste en exil Abdullah Bozkurt pour avoir insulté le président, pour un article qu'il a écrit sur un djihadiste condamné.

25 janvier : Un tribunal de Hatay a [condamné](#) le dirigeant local du HDP, Abdurrahim Şahin, à deux ans et un mois de prison pour des accusations liées au terrorisme, pour un discours qu'il a prononcé en 2014.

25 janvier : La Cour européenne des droits de l'homme a [condamné](#) la Turquie à verser 12 300 € de dommages et intérêts au journaliste germano-turc Deniz Yücel, jugeant que sa détention en Turquie violait ses droits.

26 janvier : Les autorités ont [porté](#) plainte contre l'avocat Efan Bolaç pour avoir insulté le président sur les réseaux sociaux.

26 janvier : Le président de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), Róbert Ragnar Spanó, a [affirmé](#) lors d'une conférence que les ressources insuffisantes de la Cour étaient la raison pour laquelle les demandes de deux journalistes en Turquie qui sont derrière les barreaux depuis sept ans sont toujours pendantes.

26 janvier : Le [rapport de transparence](#) de Twitter pour le premier semestre 2021 a révélé que la Turquie se classait au troisième rang après le Japon et la Russie pour le nombre de demandes de suppression de contenu.

27 janvier : Un tribunal de Samsun a [décidé](#) de bloquer l'accès à trois reportages sur un juge qui a été vu en train de prendre des photos de famille d'un patron de la mafia.

27 janvier : La Turquie s'est [classée](#) première en termes d'arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme concernant les violations de la liberté d'expression en 2021, selon le rapport d'activité annuel de la Cour.

28 janvier : La Cour constitutionnelle a [rejeté](#) la demande individuelle du journaliste Mehmet Güleş, affirmant que sa peine de prison de neuf ans et quatre mois pour ses publications sur les réseaux sociaux ne violait pas sa liberté d'expression.

28 janvier : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à trois reportages sur les remarques d'un politicien de l'opposition concernant le fils du président.

28 janvier : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à trois reportages sur les remarques d'un politicien de l'opposition visant le président.

29 janvier : Un responsable du HDP a [annoncé](#) que des policiers en civil avaient arrêté quatre personnes qui chantaient de la musique en kurde dans une rue historique d'Istanbul.

30 janvier : Le président Recep Tayyip Erdoğan a [publié](#) un décret présidentiel menaçant de punir les médias pour des contenus « incompatibles avec les valeurs nationales et morales ».

LIBERTÉ DE CIRCULATION

27 janvier : La Cour constitutionnelle a [jugé](#) inconstitutionnelle l'annulation des passeports des personnes expulsées de la fonction publique par des décrets-lois.

MINORITÉ KURDE

24 janvier : Un tribunal a [condamné](#) l'homme politique kurde Selahattin Demirtaş à 11 mois et 20 jours de prison pour avoir insulté un ancien Premier ministre.

25 janvier : Un tribunal de Hatay a [condamné](#) le dirigeant local du HDP, Abdurrahim Şahin, à deux ans et un mois de prison pour des accusations liées au terrorisme, pour un discours qu'il a prononcé en 2014.

26 janvier : La police de Diyarbakır a [arrêté](#) Seval Gülmez, une dirigeante du Parti des régions démocratiques (DBP), pour des accusations liées au terrorisme.

28 janvier : Un véhicule blindé de la police à Şırnak a percuté et [tué](#) Abdulgaffar Dayan, un Kurde de 23 ans.

28 janvier : La police de quatre provinces a [arrêté](#) 15 personnes, dont des membres du HDP.

28 janvier : La Cour constitutionnelle a [rejeté](#) la demande individuelle du journaliste Mehmet Güleş, affirmant que sa peine de prison de neuf ans et quatre mois pour ses publications sur les réseaux sociaux ne violait pas sa liberté d'expression. Güleş était reporter pour l'agence de presse pro-kurde Dicle (DİHA).

28 janvier : Le bureau du gouverneur de Batman [refuse](#) d'autoriser l'ouverture d'un stand pour réclamer la reconnaissance officielle de la langue kurde.

29 janvier : Un responsable du HDP a [annoncé](#) que des policiers en civil avaient arrêté quatre personnes qui chantaient de la musique en kurde dans une rue historique d'Istanbul.

AUTRES MINORITÉS

29 janvier : Un groupe de femmes transsexuelles a [révélé](#) que la police d'Izmir avait refusé de les aider après une agression par quatre hommes plus tôt en janvier.

CONDITIONS DE DÉTENTION

26 janvier : Gürbüz Dönmez, un détenu de 80 ans atteint d'un cancer de la prostate, [annonce](#) qu'il n'a pas accès à des soins de santé appropriés en prison bien qu'il soit gravement malade.

27 janvier : Çetin Çiftçi, un ancien détenu qui a été libéré plus tôt en janvier, a [déclaré](#) dans une interview que les détenus d'une prison de Van étaient privés de soins de santé appropriés et qu'on les laissait mourir.

27 janvier : Un rapport d'ONG sur les prisons de la région de Marmara a [révélé](#) que 3 118 violations des droits ont eu lieu au cours du dernier trimestre 2021, dont huit pertes de vie.

30 janvier : Un détenu nommé Mehmet Hanefi Bilgin a [perdu](#) la vie dans une prison de Bolu cinq mois avant la fin de sa peine. Les autorités ont affirmé que la cause du décès était une crise cardiaque.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

24 janvier : Murat Duran, un détenu détenu dans une prison d'Izmir, a été [agressé](#) physiquement par des militaires qui l'accompagnaient lors de son hospitalisation et a été blessé au visage.

26 janvier : Des rapports [indiquent](#) qu'un groupe de personnes détenues en raison de liens présumés avec le mouvement Gülen ont été torturés dans un centre de détention de la police à Ankara.

26 janvier : Les gardiens d'une prison de Kayseri ont [agressé](#) physiquement des détenus lors d'un contrôle de quartier.

26 janvier : Muhlise Karagüzel, une détenue détenue dans une prison de Kayseri, a [refusé](#) de se rendre à l'hôpital en raison des tortures et des mauvais traitements qu'elle a subis lors du transfert à l'hôpital.

28 janvier : Hacer Karaşal, l'épouse d'un ancien officier militaire emprisonné, a [annoncé](#) dans une interview qu'elle avait fait une fausse couche après avoir été battue par des policiers au palais de justice d'Ankara en janvier 2019.

28 janvier : Le député de l'opposition Sezgin Tanrikulu a [annoncé](#) qu'un total de 3 145 personnes avaient été torturées et maltraitées en 2021.

DROITS DES FEMMES

28 janvier : La police d'Istanbul a [arrêté](#) sans mandat de dépôt trois femmes qui auraient participé à une manifestation pour les droits des femmes en novembre 2021.